

Recherches sociographiques



Denyse BAILLARGEON, *Brève histoire des femmes au Québec*,
Montréal, Boréal, 2012, 281 p.

Johanne Daigle

Volume 54, numéro 3, septembre–décembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021008ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021008ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Daigle, J. (2013). Compte rendu de [Denyse BAILLARGEON, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, 281 p.] *Recherches sociographiques*, 54(3), 583–585. <https://doi.org/10.7202/1021008ar>

Denyse BAILLARGEON, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, 281 p.

L'histoire des femmes, au Québec comme ailleurs, a pris son envol dans la foulée des mouvements féministes des années 1970. Marqués par une volonté d'émancipation et de liberté, et plus largement par la recherche de justice et d'équité pour les femmes confrontées à la discrimination sexuelle érigée en système, ces mouvements de masse aux multiples enjeux ont alors cherché, à travers l'Histoire, reconnaissance et légitimité leur permettant d'affirmer de nouvelles solidarités. Il s'agissait de révolutionner le monde pour permettre aux femmes de vivre pleinement, sans devoir surmonter maints obstacles et contraintes du fait de leur sexe, mais aussi de faire reconnaître leurs valeurs et modes de vie au sein même de l'organisation sociale. La première synthèse des recherches, celle du Collectif Cléo (Micheline Dumont, Michèle Jean, Marie Lavigne et Jennifer Stoddart) est parue en 1982 et a été reprise et augmentée en 1992.

Dans *Brève histoire des femmes au Québec*, l'historienne Denyse Baillargeon fait un état des lieux vingt ans plus tard. Si le récit qu'elle offre est largement redevable aux efforts pionniers du Collectif Cléo, qui ont littéralement donné naissance à l'histoire des femmes au Québec – adoption d'une perspective féministe, recours à une périodisation et à des thématiques appropriées, révision des notions et des interprétations historiques usuelles, etc. –, il contribue cependant indéniablement à renouveler le sujet. Cette mise à jour des connaissances arrive à point nommé, puisqu'elle nourrit les récents débats, notamment la question de l'égalité des hommes et des femmes présentée comme une valeur fondamentale dans la société québécoise et instrumentalisée dans le cadre des « accommodements raisonnables » destinés à attirer et à retenir une population immigrante. Elle éclaire en les renouvelant les thèmes centraux que sont la démographie, l'éducation, le travail salarié et domestique, la religion, les droits et les rapports entre les femmes et l'État et l'action sociale et politique des femmes, y compris les mouvements féministes. La synthèse en huit chapitres, de facture chronologique, s'étend de l'époque coloniale française – surtout depuis la venue des Filles du roi à partir de 1663 – à l'annonce des États généraux du féminisme pour 2013. L'histoire des femmes s'y inscrit, de plus, dans le cadre de l'organisation sociétale, en particulier celle du développement du capitalisme.

La plus grande force de l'ouvrage de Denyse Baillargeon est d'offrir une vision cohérente, rigoureuse et bien documentée des Québécoises en examinant leur histoire sous trois angles essentiels : le développement économique (capitalisme commercial puis industriel, société néolibérale), l'action sociale et politique des femmes (mise en place de services, luttes et revendications) et l'indéfectible question de l'identité (dimension religieuse et vision des rôles sociaux de sexe, surtout celui de mère) qui servent ici de fils conducteurs au récit. La révision de l'histoire des femmes reprend en outre des clefs d'interprétation largement utilisées depuis deux décennies, en particulier celle de genre (*gender*) et celle de l'articulation des sphères de vie publique et privée, pour souligner l'interdépendance

entre les activités des femmes et des hommes et le caractère systémique des rapports sociaux de sexe. Les chapitres portant sur la période contemporaine sont les plus novateurs. Le dernier chapitre, plus actuel, traite des principaux enjeux de l'heure. La conclusion reprend les lignes de force de l'ouvrage en soulignant que les femmes, bien qu'elles fassent partie d'une organisation sociétale qui leur a assigné des rôles et places parfois étroitement définis, ont su trouver des manières d'agir en fonction de leurs propres intérêts. Le grand chambardement, si l'on peut dire, serait venu du nouvel ordre sociosexuel amené par la révolution industrielle, bouleversant toute l'organisation économique et sociale, rejetant à la marge les productions familiales des femmes tout en les discriminant sur le marché du travail salarié et en les excluant de l'arène politique, de l'éducation supérieure, des professions prestigieuses et de la propriété. Le mouvement féministe aurait été la réponse à cet ordre des choses, s'appuyant sur une longue tradition d'engagement social des femmes, à l'origine de quantité d'œuvres et de services au bénéfice de leurs concitoyens, en particulier des mères et des enfants vulnérables.

L'œuvre de synthèse, si nécessaire, a pourtant ses limites. Parmi les choix visant à restreindre l'investigation, quelques-uns introduisent des biais regrettables dans l'interprétation : le fait de reprendre les limites actuelles du territoire du Québec, s'agissant des 17^e et 18^e siècles, l'accent vraiment disproportionné mis sur la période contemporaine et le large recours au cas montréalais dans l'explication générale, un cas pourtant atypique de l'ensemble québécois. Si de tels biais reflètent en partie la production scientifique, ils contribuent à laisser dans l'ombre des enjeux coloniaux dont les effets persistent aujourd'hui, en particulier pour les femmes autochtones, et à sous-estimer les périodes préindustrielles, alors que s'imposent des modèles dont l'héritage subsiste sur les plans juridique, institutionnel et économique, en particulier un développement régional ne prenant que peu en compte les réalités des femmes. L'expérience des Québécoises, présentée sous le faisceau des rôles et places occupés dans la société, laisse encore dans l'ombre l'expérience vécue, celle de terrain en quelque sorte, dont témoignent les femmes elles-mêmes lorsqu'elles ont laissé des traces. La vision plutôt universitaire qu'offre cet ouvrage de synthèse de l'histoire des femmes tend à minimiser le caractère politique des stratégies de lutte et de contestation sociale, en particulier lorsqu'elles sont attribuées à l'idéologie « maternelle » qui aurait dominé la scène au tournant du 20^e siècle. Enfin, le choix d'une écriture savante, bien qu'il s'agisse d'une « brève histoire », est susceptible de rebuter un lectorat non initié aux conceptions et interprétations scientifiques courantes.

En dépit de ces choix qui en limitent la portée, cette *Brève histoire des femmes au Québec* constitue une lecture instructive et même fascinante. L'ouvrage de Denyse Baillargeon réussit à nous convaincre que l'histoire des femmes est indispensable à la compréhension du passé, une vérité trop souvent ignorée dans la production scientifique, comme le soulignait encore tout récemment l'historienne Micheline DUMONT (2013) dans son ouvrage *Pas d'histoire, les femmes !* Il s'agit assurément d'un ouvrage incontournable sur le sujet.

Johanne DAIGLE

Département d'histoire,
Université Laval.
johanne.daigle@hst.ulaval.ca

BIBLIOGRAPHIE

DUMONT, Micheline

2013 *Pas d'histoire, les femmes ! : réflexions d'une historienne indignée*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 219 p.

Denise GIRARD, *Thaïs. La voix de la lutte des femmes, 1886-1963*, Québec, Septentrion, 2012, 269 p.

Cadette des onze enfants de Marie-Louise Globensky et d'Alexandre Lacoste, Thaïs Lacoste-Frémont est beaucoup moins connue que ces sœurs Marie Lacoste Gérin-Lajoie et Justine Lacoste-Beaubien même si elle a été, comme elles, activement engagée dans diverses batailles entourant l'acquisition des droits sociaux et politiques des femmes des années 1930 aux années 1950.

Initiée très tôt par sa mère et son entourage à l'action sociale, elle soutenait déjà ses sœurs dans leurs initiatives avant son mariage avec Charles Frémont. Bien intégrée dans les réseaux de sociabilité de la bourgeoisie canadienne-française, Thaïs ralentit ses implications le temps de ses quatre grossesses, entre 1912 et 1923. Plutôt que de s'investir d'abord autour de la question du suffrage des femmes à l'échelon provincial, Thaïs s'engage dans l'arène politique fédérale, auprès du Parti conservateur auquel sont fidèles à la fois son mari et sa famille. Une première expérience lors des élections de 1925 l'amène à militer dans l'Association des femmes conservatrices. Rapidement élue vice-présidente, puis présidente de l'association, Thaïs devient une organisatrice de premier plan de la section féminine de ce parti. Lorsque ce dernier prend le pouvoir en 1930, elle amorce une carrière publique très active. Elle sera responsable de patronage féminin, rédactrice dans *Le Journal*, fondatrice d'un comité de secours et de placement avant d'être nommée déléguée du Canada à Genève à la Société des Nations.

C'est toute cette chronologie que Denise Girard relate de manière détaillée dans cette biographie de Thaïs Lacoste-Frémont, sans compter les événements qui ponctuent sa vie privée : maladie et mort de deux de ses quatre enfants, problèmes de santé, etc.

On comprend un peu mieux pourquoi son nom n'occupe pas la même place que ses sœurs dans la mémoire collective, même si son visage figure sur la *Fresque des Québécois* peinte sur un édifice du Vieux-Port de Québec. Travailleuse acharnée pour la cause des femmes, sa perspective conservatrice a peut-être desservi sa mémoire, ses propos apparaissant à nos yeux beaucoup moins subversifs que ceux de sa sœur Marie et ses actions beaucoup moins novatrices et structurantes que celles de sa sœur Justine. Elle se prononce néanmoins beaucoup plus que celles-ci sur des questions alors jugées « générales », notamment sur le communisme (qu'elle dénonce), l'économie, la religion et les traditions.

Sur la question des femmes, elle répète régulièrement que son « Association de Québec est une association féminine conservatrice et non féministe » (p. 96). On comprend donc que Thaïs Lacoste-Frémont fait partie de ces femmes de la